



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 09/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STORENGY FRANCE

Bâtiment Djinn
12 rue Raoul Nordling - CS70001
92270 Bois-Colombes

Références : 2025_0473
Code AIOT : 0006200092

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2025 dans l'établissement STORENGY FRANCE implanté RTE DE LANEUVELOTTE 54420 CERVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STORENGY FRANCE
- RTE DE LANEUVELOTTE 54420 CERVILLE
- Code AIOT : 0006200092
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société STORENGY exploite un stockage souterrain de gaz naturel et des installations de surface nécessaires à l'injection et au soutirage du gaz (puits d'exploitation, tuyauteries de collecte, puits de contrôle), ainsi qu'au traitement du gaz (équipements de compression, déshydratation, désulfuration, odorisation de la station centrale) sur le territoire de la commune de CERVILLE, sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006-622 du 8 décembre 2006 modifié au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, cet établissement relevant du statut SEVESO Seuil Haut (installations à hauts risques technologiques).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Protection des canalisations	AP Complémentaire du 10/12/2019, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles effectués sur la thématique "pertes d'utilités", sur la stratégie de l'exploitant en cas de perte d'utilité électrique, sur la mise en sécurité du site, sur les dispositifs de secours, n'ont pas révélé de manquements.

La partie de l'inspection qui a porté sur la suite donnée au constat n°1 du rapport du 7 juin 2023, référencé AN/IP/1054_2023, conduit l'inspection à demander à l'exploitant de compléter les éléments de réponse qu'il a apportés en justifiant que la Mesure de Maîtrise des Risques (MMR) constituée de blocs en béton posés sur le sol assure sa fonction de protection des équipements aériens dans le cas le plus défavorable, qui serait un choc frontal provoqué par un camion ou autre engin dont la conduite n'est pas maîtrisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.
Constats : 3 groupes électrogènes fixes sont présents sur le site : un dédié à la salle de contrôle, le bâtiment administratif et les puits ; un dédié à la zone de traitement ; un dédié à la zone de compression. L'exploitant dispose de 2 plans permettant d'identifier les équipements du site secourus électriquement par ces 3 groupes électrogènes : pomperie incendie, vidéo-surveillance, vannes, chargeurs de batterie, éclairage, etc. En cas de perte de l'alimentation électrique, les électro-compresseurs n'étant pas secourus, l'exploitant est dans l'incapacité de comprimer le gaz à l'injection. En ce qui concerne le point d'entrée du fournisseur d'énergie, l'exploitant dispose d'un contact noté dans le POI du site. L'appel de l'exploitant à ce numéro lors de l'inspection confirme que c'est le bon contact.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.

Constats :

L'exploitant suit la maintenance des dispositifs de secours électrique en cas de perte d'alimentation électrique à partir d'un tableau où figurent notamment le résultat du contrôle et les actions à prévoir, principalement le remplacement des batteries.

Un contrôle par sondage sur l'onduleur/chargeur SE3 montre que celui-ci a fait l'objet d'une visite de maintenance le 18/11/2024 comprenant notamment un test d'autonomie sur les batteries : en conclusion il est mentionné « Prévoir le remplacement des batteries par 64 x NP 12-12 », ce qui est signalé dans le tableau de synthèse en « Perte d'autonomie » «Prévoir 64 x NP 12-12 ».

En ce qui concerne la pomperie incendie, la maintenance de l'électropompe et de la motopompe est réalisée annuellement, sachant que le réseau de poteaux incendie du site est mis sous pression à partir de l'électropompe ou de la motopompe thermique de secours. Le détail de la maintenance de ces deux équipements est noté dans un registre.

Les groupes électrogènes font l'objet de contrôles annuels, les derniers contrôles sur la partie électrique et la partie mécanique (moteur) datant de mars 2025. Les essais sont réalisés en charge.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

[...]

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

[...]

Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur

<p>au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026</p>
<p>Constats :</p> <p>La défaillance du système de secours conduit automatiquement à une mise en position de sécurité des organes de sectionnement, les vannes à sécurité positive étant conçues pour se fermer automatiquement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 59« Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dispositif manuel d'isolement du réseau de collecte des eaux susceptibles d'être polluées, une vanne guillotine positionnée à l'aval du bassin de rétention "AZELOT" identifié au POI, qui a été testé le jour de l'inspection, est opérationnel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010</p>

<p>Art. 64« Équipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p> <p>Constats :</p> <p>Les équipements à l'arrêt sont consignés sur un registre. Par sondage, il est constaté que la collecte du puits d'exploitation VA47 est consignée. Le repérage/identification de cette mise à l'arrêt / consignation est également constaté sur le terrain.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 6 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 26/05/2014</p> <p>Art. 7« Lorsque les mesures de maitrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »</p> <p>Constats :</p> <p>L'autonomie des onduleurs est comprise entre 30min et 1h.</p> <p>Le groupe électrogène qui assure le secours de la salle de contrôle et des puits, alimenté en gasoil par un réservoir aérien de 500 litres et un réservoir souterrain dont la jauge indique un volume disponible d'environ 10 500 litres. Selon l'exploitant, ce groupe électrogène aurait une autonomie de 48h à 75% de sa puissance et son approvisionnement en gasoil peut être effectué rapidement.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Protection des canalisations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/12/2019, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : MMR B15 : Protection mécanique contre les chocs Les équipements aériens contenant du gaz naturel (canalisations, têtes de puits, tours de traitement...) sont protégés des chocs mécaniques, suivant les cas, par une ou plusieurs des dispositions suivantes : glissière de sécurité, bloc béton, merlon.
Constats : Des blocs en béton de type glissière de sécurité routière sont utilisés individuellement, c'est-à-dire non reliés entre eux, pour protéger les équipements aériens contre des chocs mécaniques. Ces blocs sont posés sur le sol, à plusieurs mètres de distance de l'équipement à protéger. Suite au constat n°1 du rapport du 7 juin 2023, référencé AN/IP/1054_2023, l'exploitant a évalué l'agression mécanique lors d'opérations de manœuvre de véhicules léger circulant à 20 km/h (VL) et lourd (PL) circulant à 10 km/h, en modélisant la perte de contrôle avec un angle d'impact du véhicule sur la rangée de blocs en béton de 15° ; Le déplacement latéral des blocs en béton est de 1,33 m pour le VL et 1,5 m pour le PL. Le rapport " <i>Étude de l'efficacité du dispositif de protection mécanique en cas de collision par un véhicule sur le stockage de Cerville</i> " (V0 du 18/09/2024 - 9 pages) conclut que " <i>l'implantation des blocs béton permet de contenir un véhicule léger ou lourd en cas de collision et permet de protéger les ouvrages gaz aériens avec un espacement entre les blocs de 1,2 m et un espacement minimal de 2 m entre la rangée de blocs béton et les installations gaz à protéger.</i> " L'inspection a fait remarquer à l'exploitant qu'en cas d'agression mécanique d'une tête de puits, un angle d'impact du véhicule de 15° n'est pas adapté, le choc frontal, avec un angle proche de 90°, étant une situation dangereuse à prendre en compte. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les zones situées autour des têtes de puits ne sont pas des voies de circulation comparables aux voies longeant le manifold : la présence de véhicule autour d'un puits n'est pas fréquente et la vitesse des véhicules serait faible. De plus les véhicules circulant à proximité des puits seraient guidés par une tierce personne. L'exploitant écarte la possibilité d'une agression mécanique sur les zones de manœuvre des puits. Lors de l'inspection, de nombreuses traces de circulation ont été observées autour du puits d'exploitation VA 14, démontrant la présence d'une circulation de véhicules pouvant conduire à un choc frontal avec les blocs en béton constituant la MMR. L'efficacité de la MMR n'est pas donc démontrée pour un choc de véhicule avec un angle d'impact proche de 90°, scénario qui ne peut pas être écarté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de compléter ses éléments de réponse en justifiant que la MMR constituée de blocs en béton posés sur le sol, assure sa fonction de protection des équipements aériens dans le cas le plus défavorable, qui serait un choc frontal (angle d'impact de 90°) provoqué par un camion ou autre engin dont la conduite n'est plus maîtrisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois